

ANTIRESSE

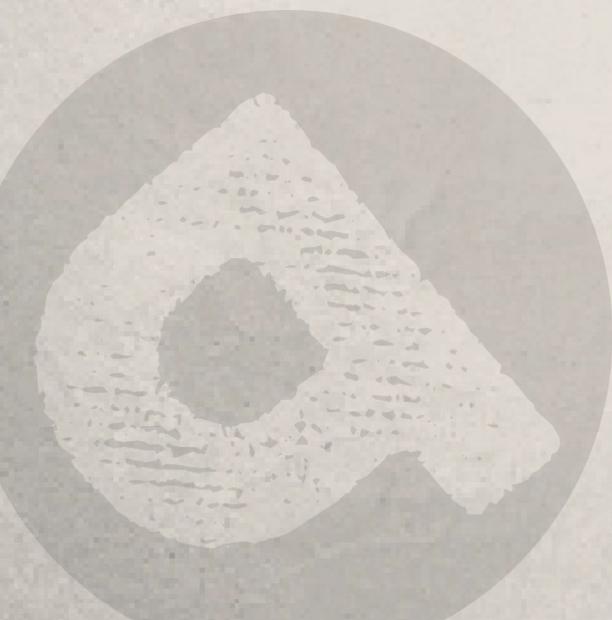
Observe • Analyse • Intervient

**La vérité
de Simon Brandt**

Tout doit disparaître

Occident vs. Monde

**Totalitarisme
sexuel**



N° 382 | 26.3.2023



LE BRUIT DU TEMPS par Slobodan Despot

Simon Brandt et le Crapulat de Genève

UN PROCUREUR TOUT-POUISSANT EXERÇANT AUSSI LES FONCTIONS DE JUGE ET BOURREAU. UN POLICIER AMNÉSIQUE QUI NE SE RAPPELLE PLUS RIEN, PAS MÊME À QUI IL A BIEN PU CONFIER SON ARME DE SERVICE. UN DÉPUTÉ, CANDIDAT À LA MAIRIE, FLANQUÉ AU CACHOT SOUS UNE CASCADE D'ACCUSATIONS IMAGINAIRES, TERRORISÉ ET SOUMIS À CHANTAGE AFIN DE «DONNER» UN MINISTRE. ET DES JOURNALISTES QUI NE SE CONTENTENT PAS D'ASSISTER À LA SÉANCE DE *WATERBOARDING*, MAIS QUI AJOUTENT ENCORE DE L'EAU DANS LES NARINES DE L'ACCUSÉ. CE N'EST PAS LE RÉSUMÉ D'UNE SÉRIE SUR LA GOMORRA OU D'UN FILM DE COSTA-GAVRAS. CELA S'EST PASSÉ PRÈS DE CHEZ VOUS, DANS LA PLUS PROPRETTE DES DÉMOCRATIES.

Simon Brandt avait été un proche conseiller du ministre genevois Pierre Maudet, visé par des accusations de corruption. Il ne l'était plus lorsque l'avalanche judiciaire lui est tombée sur la tête, mais «quelqu'un» a pensé qu'il pourrait être un levier utile pour faire tomber le conseiller d'Etat. Travaillant désormais à l'administration de la police, Brandt s'était décidé à s'affranchir de l'ombre de Pierre Maudet en se lançant comme candidat au Conseil administratif (exécutif) de la Ville

de Genève. Une ville elle-même en pleine crise institutionnelle à cause notamment des étranges libéralités de certains élus et fonctionnaires en matière de notes de frais. Par-dessus le marché, le jeune espoir du Parti libéral-radical (PLR) avait refusé d'accabler Pierre Maudet alors qu'il aurait eu tout à gagner à le faire.

C'en était trop! Simon Brandt s'est retrouvé sans gilet de protection au milieu d'un règlement de comptes à plusieurs gangs aggravé par la course à la réélection du principal

protagoniste, le Procureur général. Le 13 décembre 2019, alors qu'il sortait de chez sa mère, ce député à la frêle silhouette d'étudiant était arrêté par une escouade de onze policiers — pas moins! —, brutalisé, humilié, privé de ses droits élémentaires et flanqué au cachot pour «donner» son ex-patron. Dans la République et Crapulat de Genève, les extrémistes islamiques et les harceleurs notoires sont traités avec beaucoup plus d'aménité.

SEUL DANS LA CITÉ

Deux ans après les faits, la justice a entièrement blanchi Simon Brandt des accusations grotesques qui ont brisé net sa carrière politique et dévasté sa vie. Une commission d'enquête du Grand Conseil a rendu un rapport sidérant par les dérives judiciaires et policières qui y sont épinglées. Des médias ont commencé — mais seulement une fois le terrain déminé — a rendre compte de l'ampleur des abus de pouvoir et de l'iniquité dont cet homme a été la victime.

L'innocence de Simon Brandt était pourtant évidente d'emblée à quiconque avait un peu de bon sens, ne fût-ce qu'en raison du nombre et de la démesure des accusations dirigées contre lui. Pour cette raison, l'Antipresse avait dénoncé la persécution de ce lanceur d'alerte helvétique à qui on a reproché, à tort, d'avoir rendu publiques les notes de frais abusives de nombreux élus et fonctionnaires (voir «L'affaire Simon Brandt, un "signal faible" — mais assourdissant!», AP219 |

09/02/2020). Dans le paysage médiatique de l'époque, un seul journaliste, le rédacteur en chef de *GHI*, avait exprimé de semblables doutes sur le traitement infligé à Simon Brandt.

Nous en sommes certes fiers aujourd'hui, mais c'est un autre sentiment qui nous envahit: l'ahurissement, pour ne pas dire la frayeur, devant le cumul de lâcheté, d'aveuglement et de conformisme qui a rendu possible une telle affaire. Quand des élus, des camarades de parti, des magistrats, sont capables de lâcher ainsi un homme aussi manifestement innocent, uniquement par crainte d'un «dégât d'image», quand des journalistes se transforment en porte-voix de l'inquisition et normalisent la violation du secret de fonction, c'est que le milieu qu'ils incarnent est un désert humain qu'il faut fuir à toutes jambes.

La chasse aux sorcières accompagne une société puritaine comme son ombre et Genève, malgré toutes ses contritions, n'a pas beaucoup changé depuis le supplice de Michel Servet. L'affaire Brandt est un cas exemplaire de lynchage sacrificiel, y compris et d'abord au sein de son propre parti. Pour qu'une société corrompue puisse se laver de sa crasse, il lui faut un bouc émissaire à la mesure de sa corruption: non seulement un homme innocent de ce qu'on lui reproche, mais un *innocent* tout court. Comme dans une pièce de Max Frisch ou dans la Lettre écarlate de Nathaniel Hawthorne.

VOUS CHERCHIEZ UN COMPLIT? EN VOILÀ UN BEAU!

Cela étant, il serait injuste d'utiliser le sort de Simon Brandt pour dresser le procès d'ensemble d'une société. En fin de compte, la justice l'a entièrement blanchi et la commission qui a examiné son cas a bien fait son travail, appelant un chat un chat. L'affaire Brandt, comme le naufrage du Crédit Suisse, comme le grotesque cafouillage de la pandémie, est le reflet d'une nomenklatura rendue aveugle et insensible par une trop haute idée d'elle-même, incapable de mettre le nom juste sur ses failles.

C'est comme, si, dans notre vie quotidienne, deux mondes se côtoyaient sans se parler et se comprendre. En l'occurrence, d'un côté la coterie politico-médiatique inaccessible à toute *empathie*, à la vérité humaine et à la simple vraisemblance, confondant le juste avec l'utile et la réalité avec la rumeur, de l'autre les collègues de travail (eux-mêmes policiers!), les amis, les citoyens effarés par la violence de ce procès en sorcellerie. Simon, comme moi, connaît les noms de ces êtres vrais et intègres qui lui ont tendu la main quand il était pestiféré.

Si le terme de *complotisme* a encore un sens, et s'il est aussi nocif pour la chose publique qu'on le dit, c'est aux persécuteurs de Simon Brandt qu'il convient de l'appliquer, à tous ces honorables élus, fonctionnaires et journalistes cyniquement *ligués* pour le détruire.

J'ai revu Simon Brandt pour tirer

les enseignements de ce qui lui est arrivé. Notre précédente rencontre avait eu lieu dans un climat beaucoup plus dramatique et solitaire, mais son passage dans la bétonnière du crapulat genevois a laissé des séquelles. Simon Brandt n'a pas été brûlé en place publique, il a juste été victime d'une éclipse temporaire de civisme. De légalité, aussi. Et tant qu'à faire, d'humanité. Comme il était loyal, candide et incapable de nuire, on s'est un peu laissé aller. Des canines se sont allongées au-dessus des cravates impeccablement nouées. Des queues annelées ont jailli des culs serrés des puritains. Puis tout est rentré dans l'ordre. Tout serait de toute façon rentré dans l'ordre, quelle que fût la fin des courses: réhabilitation ou écartèlement, n'importe. S'il a été réhabilité publiquement, Simon Brandt restera à vie écartelé dans son être. Ce n'est pas seulement sa carrière politique qui a été brisée net, mais sa confiance dans les gens et les institutions de son pays. La légèreté avec laquelle les «siens» l'ont barré n'a pas fini de l'ébahir. Il saura que la camaraderie de parti et la respectabilité sociale ne tiennent que jusqu'à la première calomnie.

Rétabli dans ses droits, Simon Brandt a pu livrer publiquement sa vérité, qui correspond pour le coup à la vérité tout court. Certaines absurdités ne lui sortent plus de l'esprit et il y revient sans cesse. Comment a-t-on pu, ce fameux 13 décembre, le «cuisiner» des heures durant sur le piratage du serveur de la police

alors qu'on *savait* parfaitement qu'il n'y avait pas eu accès? Comment le policier qui l'a arrêté a-t-il pu déclarer, lors de son interrogatoire, qu'il avait *oublié à qui il avait confié son arme de service* lors de l'arrestation? Comment le contenu de son interrogatoire à la police a-t-il pu se retrouver en temps réel dans les médias? Et où les journalistes *Pampers* qui se gorgeaient de ces fuites ont-ils trouvé les trésors d'hypocrisie qu'il aura fallu pour dénoncer une violation du secret de fonction — qui allait s'avérer imaginaire — en profitant de manière répétée, sans le moindre scrupule, de violations *concrètes et évidentes* du secret de fonction?

TRAITEMENT D'EXCEPTION

La farce avait commencé, comme il se doit, par un traitement de choc, et la brutalité du procédé lui-même était déjà un élément à charge. Simon Brandt, député, a été arrêté par onze agents alors qu'il se rendait au Grand Conseil. Le procédé était si inattendu, si contraire aux usages, qu'il s'est demandé s'il n'y avait pas un putsch dans la République. «Dans quel pays arrête-t-on les parlementaires en pleine séance?» Les policiers qui l'ont ramené chez sa mère pour perquisitionner son appartement ne se sont même pas présentés: le plus dur, m'a-t-il confié, était

d'expliquer à ses proches. Il n'y a pas de fumée sans feu. Celui qu'on traite comme un terroriste ne peut *tout de même pas* être entièrement innocent, non? On est quand même dans un Etat de droit...

Simon a eu le temps de ruminer ses angoisses pendant dix longues heures, ce 13 décembre, jusqu'à ce qu'on lui permette de parler à son avocat. Et c'est *en présence de ce dernier* que le chantage a été formulé. Je cite ses propos:

SD: Cela ressemble à une farce totalitaire. **SB:** Exactement: ce jour-là, je me suis cru dans un État totalitaire. À un moment donné, mon avocat a dit aux policiers: «On est dans Z! Vous devriez voir ce film, vous vous comportez comme les militaires dans Z ou dans *L'Aveu*, de Costa-Gavras.» C'était au moment où les inspecteurs venaient de me dire: «Vous devez nous *donner quelque chose* sur Pierre Maudet!» Il ne l'a pas accepté.

Mieux encore: l'un des policiers

Comme mentionné sous rubrique 4.6., un sous-officier inspecteur de la brigade des personnes de la police judiciaire, acteur principal de l'interrogatoire qui a suivi l'interpellation de M. Simon Brandt, a **refusé d'être auditionné**. Son refus a été cautionné par le conseiller d'Etat Mauro Poggia, qui a fait parvenir au président de la CCG un courrier par lequel il s'opposait à cette audition et considérait que « tous les aspects inhérents aux méthodes employées par la police judiciaire [ayant] d'ores et déjà été abordés lors des précédentes auditions, [il nous] prie de bien vouloir y renoncer ». Il a ajouté: « si votre sous-commission entend obtenir des compléments d'information, je vous remercie de m'adresser vos demandes par écrit ».

Cette intervention du conseiller d'Etat chargé du DSPS constitue une intrusion grossièrement illégitime et illégale dans les prérogatives du pouvoir législatif. Non seulement un représentant de l'exécutif n'est pas habilité à intervenir pour influencer la conduite des travaux d'une sous-commission, mais, de plus, il n'a pas à considérer que les renseignements qu'elle cherche à obtenir ont tous été fournis. Enfin, il n'a pas non plus le droit de s'opposer à la convocation d'un employé de l'Etat. Cet irrespect de la séparation des pouvoirs est d'autant plus surprenant que, par le même courrier, le conseiller d'Etat s'est permis de nous en rappeler les principes ! A relever encore que le

impliqués a refusé de répondre à la commission d'enquête — et a été soutenu dans son refus par le ministre de tutelle, M. Poggia! L'abus de pouvoir est tellement surprenant que le rapporteur de la Commission s'étrangle:

«Cette intervention du conseiller d'État chargé du DSPS constitue une intrusion grossièrement illégitime et illégale dans les prérogatives du pouvoir législatif. Non seulement un représentant de l'exécutif n'est pas habilité à intervenir pour influencer la conduite des travaux d'une sous-commission, mais, de plus, il n'a pas à considérer que les renseignements qu'elle cherche à obtenir ont tous été fournis. Enfin, il n'a pas non plus le droit de s'opposer à la convocation

d'un employé de l'État. **Cet irrespect de la séparation des pouvoirs est d'autant plus surprenant que, par le même courrier, le conseiller d'État s'est permis de nous en rappeler les principes!**» (Souligné par SD)

Et ainsi de suite. L'affaire Brandt n'est qu'un festival de l'arrogance arbitraire. Nous publierons l'intégralité de cet entretien du 20 mars dernier, comme document sur le lieu et sur l'époque. Comme rappel, aussi, que *cela s'est produit près de chez vous* et que les républiques dites bananières ne fleurissent pas que sous les tropiques. En Suisse comme en France et ailleurs, on commence à le découvrir.

ANNEXE: CHRONOLOGIE D'UN LYNCHAGE

- *Avril 2018*: Election de Simon Brandt (SB) au Grand Conseil de la République et canton de Genève.
- *Mai 2018*: Arrivée de SB à la direction stratégique de la Police genevoise.
- *Été 2018*: communiqué de presse des syndicats policiers accusant Simon Brandt d'être une taupe de Pierre Maudet au sein de la police.
- *Septembre 2018*: SB est désigné comme candidat à la mairie de Genève.
- *Septembre 2018*: article de 20 *Minutes* relayant les accusations des syndicats policiers l'accusant d'espionner pour le compte de Pierre Maudet. La commandante de la Police explique que Simon Brandt n'a aucun accès aux bases de données et possède toutes les qualifications nécessaires pour son poste.
- *Jeudi 12 décembre 2019*: transmission en mains propres au Procureur général Jornot d'un rapport de police affirmant que SB a violé son secret de fonction. Il n'existe, selon le PV d'audition du policier, que deux copies de ce rapport: celle du policier et celle remise au procureur.
- *Vendredi 13 décembre 2019*: SB est arrêté dans la matinée et libéré autour de 23h après l'audition à la police; des éléments de

son interrogatoire se retrouvent dans la *Tribune de Genève* et à la RTS (télévision suisse romande) avec ouverture du journal de 19h30 sur le sujet.

- *Samedi 14 décembre 2019*: Les différents médias genevois font leur *une* avec cette affaire. Ceux-ci expliquent que l'enquête va devoir déterminer si Simon Brandt a eu accès aux bases de données.
- *Lundi 16 décembre*: *Le Temps* et la RTS publient des éléments du dossier judiciaire et affirment la culpabilité de SB.
- *Le même jour*: Cyril Aellen, avocat et Député PLR, demande à Simon Brandt de démissionner du parti et de se retirer de la course à la Mairie en raison du dégât d'image. C'est le début de violentes attaques de sa part sur les réseaux sociaux et dans la presse. Le tout avec la bénédiction du président du PLR Bertrand Reich.
- *Mardi 17 décembre*: article du *Temps* publiant à nouveau des éléments du dossier judiciaire et réaffirmant la culpabilité de SB. Le même jour: éditorial de Giancarlo Mariani dans *GHI* soulevant des questions quant au traitement de SB. Ce sera un cas unique dans la presse genevoise.
- *Mercredi 18 décembre*: réception

du dossier judiciaire chez l'avocat.

- *Samedi 21 décembre*: transmission intégrale du dossier judiciaire au *Matin Dimanche* par un tiers.
- *9 février 2020*: article de Slobodan Despot dans l'Antipresse 219 qui souligne les méthodes totalitaires et dénonce le *journalisme Pampers* qui vit des fuites.
- *Fin février 2020*: classement du volet piratage par le Parquet alors que celui-ci savait depuis le début que SB n'avait pas eu accès au serveur de la police.
- *Fin février 2020*: article du *Temps* sur l'étrange campagne de SB à l'exécutif municipal publié sous le prétexte d'un appel téléphonique lui affirmant que l'article porterait sur les violences policières. Large place donnée au Député PLR Cyril Aellen pour dénigrer la campagne de SB avec un soutien assumé de Bertrand Reich, président de la section genevoise du PLR.
- *Avril 2020*: défaite de justesse de Simon Brandt à l'élection du Conseil administratif de la Ville de Genève (Mairie). Bertrand Reich déclare dans la presse que c'était un mauvais candidat et que ce qui est arrivé à Simon Brandt n'intéresse personne à part lui-même.
- *Juin 2020*: Simon Brandt dépose



plainte contre le Procureur général et l'inspecteur en charge des opérations, le président du PLR Bertrand Reich lui écrit pour lui demander de cesser de se poser en victime, soutenant que ce combat purement personnel est incompatible avec l'envie de construire la Cité.

- *Septembre 2020*: Création d'une sous-commission d'enquête parlementaire par le Député Charles Sellegger contre l'avis de son parti (PLR) d'alors, vives critiques du Député et avocat PLR Cyril Aellen qui lui explique qu'il ne faut pas enquêter sur cette affaire qui ne peut que nuire au PLR.
- *Novembre 2020*: condamnation de SB par ordonnance pénale du Procureur général pour violation du secret de fonction, soit d'avoir transmis à la presse les notes de frais faramineuses des magistrats et fonctionnaires municipaux (lesquels ont été blanchis par le même Procureur général). Le document est immédiatement transmis au *Temps*. Simon Brandt fait opposition au Tribunal de police.
- *Mai 2021*: démission du PLR de Charles Sellegger qui dénonce les pressions et menaces dont il a fait l'objet par Cyril Aellen suite à la constitution de la commission d'enquête parlementaire.
- *Septembre 2021*: refus d'une première demande d'indemnisation pour l'arrestation abusive; *Le Temps* réclame et n'obtient pas copie du dossier médical auprès du tribunal.
- *Décembre 2021*: procès de SB et acquittement au Tribunal de police qui balaie le dossier du Parquet en soulignant l'absence de preuves formelles et la disproportion des moyens utilisés, transmission au *Temps* du certificat médical de SB pourtant couvert par le secret de l'instruction.
- *Mars 2023*: rapport de la sous-commission de Contrôle de Gestion du Grand Conseil dénonçant les méthodes et les abus d'autorité de la police judiciaire et du Procureur général dans cette affaire, ses conclusions sont votées à l'unanimité des partis représentés au Grand Conseil à l'exception du... PLR!
- *Mars 2023*: Bertrand Reich écrit sur les réseaux sociaux, pour justifier ce refus, que Simon Brandt n'avait pas l'étoffe pour être candidat à l'exécutif de la Ville de Genève et qu'il est seul responsable de ce qui lui est arrivé faute d'avoir assumé ses errements et dérobades.

* Illustration: Simon Brandt à l'aéroport de Genève, 20.3.2023. (Photo SD)



ENFUMAGES par Eric Werner

Tout doit disparaître

UN FAIT NOUVEAU A DONC DÛ SE PRODUIRE, MAIS PERSONNE NE SAIT AU JUSTE LEQUEL. PEUT-ÊTRE AUSSI NE S'EST-IL RIEN PASSÉ DU TOUT. ALLONS MÊME PLUS LOIN ENCORE. PERSONNE N'A JAMAIS PENSÉ UN SEUL INSTANT QU'IL S'ÉTAIT PASSÉ QUELQUE CHOSE. SIMPLEMENT, À UN MOMENT DONNÉ, TOUT LE MONDE A COMPRIS QUE LE CRÉDIT SUISSE ÉTAIT CONDAMNÉ...

Le sort du Crédit Suisse s'est, semble-t-il, scellé lorsqu'un «vent de panique», comme disent les médias, a commencé à souffler sur les marchés, après la publication de textes alarmistes dans les pays anglo-saxons. C'était au début de la semaine du 13 au 19 mars. Très vite, la banque s'est trouvée à court de liquidités. À partir de là, on avait le choix: soit la déclarer en faillite et ensuite faire le tri entre ce qui était récupérable ou non, soit la récupérer tout entière en y mettant l'argent nécessaire, c'est-à-dire beaucoup d'argent.

C'est cette deuxième option, en fin de compte, qui a été retenue, on ne sait trop en fait pourquoi. Pourquoi fallait-il sauver le Crédit suisse? Le Crédit suisse est une banque internationale dont l'essentiel des activités se déroule à l'étranger, entre autres aux États-Unis. On aurait pu la découper en morceaux et ne garder que le fragment suisse qui, lui, paraît-il, était viable. Le reste serait

parti à la casse. C'est ce qu'a dit à la radio d'État le député genevois d'opposition Yves Nidegger lors d'un débat au soir du lundi 20 mars. La gêne autour du micro était palpable.

DES MILLIARDS COMME S'IL EN PLEUVAIT

Le Crédit suisse valait, paraît-il, 7 milliards, il a été racheté 3 milliards par l'UBS, une autre banque internationale. 200 milliards ont par ailleurs été mis sur la table par la Banque Nationale suisse (BNS) «au cas où», plus 9 milliards par le gouvernement suisse lui-même. Personne ne sait d'où sort cet argent, ni même s'il existe seulement. En fait, il va falloir le créer. Pourquoi non? Les autorités ont l'habitude de ces choses. Sauf que 200 milliards, c'est 200 milliards. Avant de prendre leur décision, les autorités suisses se seraient «concertées» avec leurs homologues anglais et américains. J'aime bien le mot «concertées».

De beaucoup de banques on a souvent dit ces dernières années qu'elles étaient au bord de la faillite: d'une grande banque allemande en particulier et par ailleurs de plusieurs banques italiennes. Mais personne n'a jamais parlé du Crédit suisse. Le Crédit suisse a certainement été très mal géré au cours de la période récente. Mais pas plus mal que n'importe quelle autre. Toutes ces institutions sont fragiles, car, comme chacun le sait, elles font des choses qu'elles ne devraient pas faire: on ne va pas en dresser ici la liste. On sait par ailleurs qu'à tout moment le système financier international pourrait basculer dans le vide, car il est complètement pourri à la racine: par le déficit structurel américain en particulier. Un jour ou l'autre, il s'effondrera, il ne saurait en aller autrement. En attendant, on fait fonctionner la planche à billets. Mais cela concerne tout le monde.

Un fait nouveau a donc dû se produire, mais personne ne sait au juste lequel. Peut-être aussi ne s'est-il rien passé du tout. Allons même plus loin encore. Personne n'a jamais pensé un seul instant qu'il s'était passé quelque chose. Simplement, à un moment donné, tout le monde a compris que le Crédit suisse était condamné. Il ne faut même pas ici parler de *fake news*. Il est beaucoup aujourd'hui question de *fake news*. Mais on ne parle pas de ça. Quand les gens entendent dire que le Crédit suisse est en difficulté, ils savent très bien que c'est faux. Mais ils interprètent. Non, le Crédit suisse n'est pas en difficulté, mais il risque bientôt de l'être, car certains ne sont pas animés de tellement bonnes intentions à son endroit.

Voilà comment ils interprètent ce qu'ils entendent. C'est un deuxième message se donnant à lire derrière le premier: mais c'est lui qu'ils prennent au sérieux, car à la différence du premier, il dit la vérité.

Pour le tourner autrement encore, l'important n'est pas ce qui est dit, mais *qui le dit*. Ou encore, *qui est derrière celui qui le dit*. La désinformation se transcende ici en intimidation: il est vrai encore feutrée. C'est main de fer dans gant de velours. On se donne encore la peine de produire un double discours, alors que demain il n'y aura peut-être même plus de double discours. Les ordres seront donnés en clair: *That's an order!* – *Yes Sir!*

Pour le reste, force est de le reconnaître, les gens se sont comportés plutôt rationnellement. On parle de «vent de panique», mais quand tout le monde se précipite, comme on l'a vu, au guichet (au figuré) pour retirer son argent, a priori il n'est pas irrationnel de se joindre au mouvement. En moins d'une semaine, tout était fini. En soi, cela n'appelle pas de commentaire particulier. Il y a des précédents. Sauf que certains pensent déjà à l'étape suivante. Le Crédit suisse vient d'être racheté par l'UBS. Par qui donc l'UBS elle-même sera-t-elle un jour rachetée, quand il lui arrivera ce qui vient d'arriver au Crédit suisse (car, chacun l'a bien compris, c'est ce qui lui pend maintenant au nez)? Il faudra chercher peut-être très loin.

LE FOND DE L'AFFAIRE

Tout cela n'a pas grand-chose à voir avec l'économie. En ce sens, pour

comprendre la crise actuelle, plutôt que d'écouter les commentaires des économistes (auxquels, en tout état de cause, personne ne comprend jamais rien: rassurez-vous, c'est fait pour), il faut puiser dans ses propres souvenirs: crise du Covid-19 en 2020-21, guerre en Ukraine en 2022-23. Toutes ces crises, en effet, se ressemblent, et sans doute aussi sont-elles étroitement liées entre elles. Elles ont en tout cas plusieurs traits communs, entre autres et en particulier le fait d'offrir un boulevard à l'arbitraire des autorités, qui en profitent pour s'affranchir de toutes les lois existantes et surtout pour le faire ouvertement, sans se cacher. Le droit de propriété, en l'espèce, est spécialement malmené. L'an dernier, on avait eu les saisies illégales de biens de citoyens russes vivant en Suisse sous la pression du gouvernement américain et de l'Union européenne, aujourd'hui on a l'effacement de certains titres de dettes décidé dans le cadre du rachat du Crédit suisse par l'UBS. Dans un cas comme dans l'autre, on peut parler de spoliation. Et les mêmes qui se permettent ce genre de choses viennent vous expliquer ce qu'est l'État de droit et la chance que nous avons en Suisse de vivre dans un tel État, alors qu'ailleurs, etc.

C'est le droit de propriété qui est ici malmené, mais pendant la récente pandémie ce fut la liberté d'aller et venir, la liberté de prescription des médecins, bien d'autres libertés encore. Ces crises successives nous font franchir chaque fois un palier supplémentaire dans la remise en cause des libertés publiques et des droits fondamentaux. À l'évidence, l'État teste les réactions des

gens. Il va aussi loin qu'il croit possible d'aller: autrement dit jusqu'à ce qu'il se heurte à une résistance. Pour l'instant encore, il n'y en a eu aucune. Dans le cas présent, il est évident que les dirigeants préparent le terrain pour l'introduction de la future monnaie numérique, qui leur permettra de contrôler les dépenses des gens. Les gens auront le droit de dépenser tant par mois et pas un centime de plus: les opposants, comme le député Nidegger, peut-être un peu moins encore.

L'autre dimension de cette crise, c'est évidemment sa dimension internationale. Comme l'actuelle guerre en Ukraine le montre bien, ce sont les États-Unis qui commandent aujourd'hui en Europe. Les dirigeants européens ne sont que de simples exécutants, en plus sélectionnés en fonction de leur malléabilité. Tout écart est aussitôt sanctionné. On ne sait pas exactement ce qui a valu à la Suisse de se retrouver une fois de plus dans le collimateur des Américains. Je dis une fois de plus, car nonobstant le zèle hors du commun que mettent les dirigeants suisses à satisfaire aux exigences du maître américain, ils n'en font, semble-t-il, jamais assez. Et donc, périodiquement, les Américains leur tapent sur les doigts. Il en va de l'indépendance de la Suisse comme des libertés publiques au plan interne: elle diminue comme peau de chagrin. En 2022, la Suisse a enterré sa neutralité, mais c'était, semble-t-il, encore trop peu. La neutralité, dira-t-on, est une chose, la place financière suisse une autre. Certes, mais je me place ici dans l'optique américaine: tout doit disparaître.



PASSAGER CLANDESTIN: Jean-François Tacheau

Les élites occidentales contre le reste du monde

POUR QUI VEUT BIEN OUVRIR LES YEUX, LA RÉALITÉ EST ACCABLANTE: L'EMPIRE OCCIDENTAL EST EN CONFLIT AVEC LES NEUF DIXIÈMES DE L'HUMANITÉ, SANS COMPTER SES REBELLIONS INTÉRIEURES. DANS CETTE TRIBUNE LIBRE, JEAN-FRANÇOIS TACHEAU DRESSE UN PANORAMA DES AVEUGLEMENTS ET DES DÉRIVES QUI TRANSFORMENT NOTRE SOCIÉTÉ JADIS «ÉCLAIRÉE» EN BRANCHE MORTE, SANS LIBERTÉS ET SANS AVENIR.

C'est là où le soleil se couche que les imposteurs de la philosophie et quelques autres cuistres font émerger des doctrines qu'ils voudraient imposer au reste du monde.

L'Occident (à travers ses élites) se voit comme un centre culturel incontournable qui tourne autour de deux axes : 1) *la démocratie* avec la souveraineté du peuple par les élections, (alors que le pouvoir exécutif, en France notamment, ne cesse d'afficher son mépris pour l'Assemblée nationale, par l'abus de 49-3 et de bras d'honneur; celle-ci se transformant en Chambre d'enregistrement et acceptant tous les outrages)... et

2) *la recherche de la prospérité* par la liberté du commerce et de l'industrie, et la libre circulation des capitaux (une escroquerie, puisque celle-ci ne contribue à l'enrichissement significatif que d'une partie infinitésimale de la population, surtout si elle se met en position de prise illégale d'intérêts ou solde, à bas coût, les actifs collectifs). Malgré ses notables imperfections, il se voit comme l'incarnation du bien, totalement indépassable, et comme le seul modèle acceptable. Et nécessairement, il est amené à combattre tous les espaces culturels qui s'organiseraient en mettant l'accent sur d'autres priorités.

Mais la réalité est plus complexe, et cette complexité, l'Occident, ou plutôt les « élites » occidentales, refusent de la considérer. Et on le voit : 1) procéder à la destruction de petits États (Yougoslavie, Lybie, Irak, Syrie...), ou s'opposer brutalement à d'autres centres (russe ou chinois) en masquant les causes réelles des affrontements; 2) imposer de nouvelles normes conduisant à la destruction de son propre espace et 3) réprimer les voix discordantes, au point de se transformer en enfer culturel pour tous ceux qui auraient un certain goût pour la complexité, qui seraient de misérables complotistes paranoïaques, qu'il faudrait éliminer, socialement du moins. Cela reste moins violent qu'une simple élimination physique, ce qu'il ne répugnerait pas à faire dans quelques cas exceptionnels (Daria Douguïne).

LA RÉALITÉ, C'EST QUE L'OCCIDENT EST MALADE. IL EST ANIMÉ PAR UNE IDÉOLOGIE MANICHÉENNE QUI LUI INTERDIT D'EXPRIMER DES IDÉES COMPLEXES.

Je ne m'attarderai pas sur l'origine ou les causes profondes que je prête à cette maladie, mais davantage sur les symptômes et les effets que celle-ci a sur la « civilisation » occidentale.

Cette idéologie est manifestement promue par des élites corrompues, devenues complètement « folles » (pour reprendre le mot de Vladimir Poutine dans le discours historique qu'il a prononcé le 21 février 2023), qui en tirent avantage par leur cynisme. Elles conduisent l'Occident à tourner le dos à son histoire, au point de dénaturer sa culture et ses propres institutions ; et celles-ci constituent mainte-

nant un facteur de déséquilibre et une menace globale, que les hommes dans leur ensemble (populations occidentales comprises) devront bien neutraliser s'ils souhaitent voir un jour l'humanité s'épanouir dans une certaine forme d'harmonie.

La guerre en Ukraine, et son traitement par la presse *mainstream*, illustrent parfaitement le processus. L'image du conflit qui est donnée aux Occidentaux est celle d'une Russie impériale, ignorant la souveraineté d'un peuple voisin, ayant décidé sans raison sérieuse de s'étendre pour son bon plaisir. Et l'Occident ferait face à un ogre aux appétits démesurés. C'est tellement stupide qu'on arrête là le développement... Aucune rédaction d'importance n'a mis l'accent sur l'extension de l'OTAN, la violation des accords de Minsk (avec la complicité des chancelleries occidentales), les bombardements des populations russophones, l'importance de la Crimée et de Sébastopol pour le monde russe... C'est seulement dans les médias alternatifs qu'on pouvait lire quelques textes sérieux. Mais il est évident que toutes ces publications sont restées sans effet sur la presse *mainstream* qui, jour après jour, a mis l'accent sur les « crimes » russes, et la nécessité de poursuivre leurs auteurs devant une juridiction pénale internationale, ce qui ne serait possible qu'à la condition de poursuivre une guerre totale contre la Russie et de la gagner. Il faudrait donc mettre le monde à feu et à sang pour mener le procès susceptible de satisfaire la conscience occidentale... On comprend bien d'ail-

leurs qu'il n'y a là rien de sérieux, mais seulement une opération de «com» destinée à faire avaler aux gogos le concept d'une guerre juste.

Même lorsqu'on leur met sous les yeux une information plus construite et complète, les grands médias font comme si celle-ci n'existait pas, alors même que nous avons des intérêts vitaux en Russie, et que nous n'en avons pas en Mer Noire! Il paraît pour le moins surprenant qu'on se fâche avec l'un de nos principaux fournisseurs en énergies fossiles, alors que l'Agence internationale de l'énergie annonçait un pic de production pour 2025, susceptible d'avoir un impact sévère sur l'économie mondiale, et ceci pour défendre un pays notoirement corrompu bombardant sa propre population, ce alors même que l'Ukraine se trouve dans une situation insupportable et que sa défaite est certaine, et que la destruction des gazoducs Nord Stream est très certainement le fait des Américains, selon le grand reporter Seymour Hersh... Pas un grand média français n'a rapporté les faits de corruption du fils Biden en Ukraine. Pas un grand média français n'a mis l'accent sur les revenus ukrainiens du clan Biden, ni sur les immenses possibilités d'enrichissement qui s'ouvrent pour ce clan et ses alliés dans cette guerre. Mais ce vice n'est pas seulement national, puisque les grands médias américains ont volontairement étouffé les affaires Biden en vue de favoriser l'élection du père et de mettre en pièces Trump, qui manifestement n'était pas suffisamment *woke*. Et

lorsque LCI ou BFM se tournent vers des porte-paroles de la Russie, Piotr Tolstoï ou Alexander Makogonov, c'est pour leur faire des procès, et non pour chercher à comprendre les raisons de l'«adversaire».

NOS JOURNALISTES SONT DEVENUS DES PROCUREURS. IL EST DONC CERTAIN QUE LES GRANDS MÉDIAS, EN OCCIDENT, NE FONT PLUS DE L'INFORMATION, MAIS DE LA PROPAGANDE ET RIEN D'AUTRE.

Et le fait qu'ils soient manifestement en défaut sur la crise Covid ne les gêne en rien même s'ils contribuèrent à légitimer une campagne d'empoisonnement en appuyant très fermement la politique sanitaire et de vaccination quasi-forcée. En effet, si le vaccin est inefficace, il reste les effets secondaires, parfois mortels, et la volonté de terroriser les populations, comme le révèle le *Daily Telegraph*... L'Ukraine fera peut-être oublier ça. En générant de nouvelles terreurs, on peut faire l'impasse sur les mensonges du passé. S'ils étaient amenés à lire Alexandre Douguine, dans l'Antipresse, par exemple, ce serait uniquement pour rechercher la petite phrase susceptible d'être interprétée comme une manifestation de la folie russe. Comment pourraient-ils comprendre la dimension *katéchonique* qu'il exprime - cette force qui retient le monde, et l'empêche de sombrer dans une certaine forme de chaos - alors même que l'Occident constitue l'une de ces forces qui dirigent le monde vers le chaos ? Comment pourraient-ils comprendre que la civilisation russe, issue des influences croisées de l'empire mongol et de l'orthodoxie, s'inscri-

vant dans un temps long, et favorisant l'entente entre les peuples, s'efforce de construire une troisième Rome, alors même que l'Occident entend faire table rase de son passé, privilégiant le temps court, pour poursuivre des « révolutions » toujours plus violentes, bouleversant les traditions, la culture, les institutions et même les régimes alimentaires ?

C'EST D'UNE CERTAINE FAÇON LA GRANDE RÉINITIALISATION (THE GREAT RESET) CONTRE L'HISTOIRE. LA RÉVOLUTION CONTRE LA STABILITÉ. L'ÉVOLUTION FORCÉE CONTRE L'HARMONIE.

Ces révolutions contemporaines ne sont pas voulues par les peuples. Elles sont orchestrées par certaines élites qui s'efforcent de corriger ou de masquer leurs erreurs, leurs vols et leurs crimes, en affichant toujours le même argument : « Nous allons vous conduire vers le bonheur! » « Faites ces sacrifices pour le monde d'après ! » Et l'on remplace un mensonge par un autre, avec cette volonté d'aller toujours plus vite, parce que sinon, la sauce ne prend plus. C'est « la stratégie du choc », pour reprendre l'expression de Naomi Klein, disqualifiant l'Histoire ou la dénaturant. « Qui contrôle le passé... » On a vu récemment l'accueil que la grande presse française a fait au film produit par le Puy du Fou, *Vaincre ou mourir*. Libération, L'Obs, Télérama, et Le Monde l'ont étrillé, parce qu'il rapportait les souffrances que causèrent les révolutionnaires en Vendée. On voit les mêmes s'extasier devant le troisième volet de la série *The last of us*, parce qu'il met en scène, de façon bien construite et intelligente,

un couple homosexuel, et uniquement pour cette raison. Cette même presse voulait sanctionner la Hongrie parce que celle-ci souhaitait interdire la promotion de l'homosexualité auprès des mineurs... On se détourne de l'histoire, et on fait l'apologie de nouvelles mœurs, en privilégiant la culture du fion, (*et ce n'est pas là un trait d'homophobie*) *puisque cette «culture» envahit toute notre société à travers son avalanche de pornographie*). En soi, c'est très révolutionnaire.

On pousse plus loin avec l'alimentaire. L'Union Européenne autorise les farines d'insectes dans l'alimentation, ce qui est encore plus révolutionnaire ! La viande, le végétalisme, le réchauffement climatique... Le bon peuple, on lui fait comprendre qu'il ferait bien de manger beaucoup, mais vraiment beaucoup moins de viande, et que ce serait encore mieux s'il n'en mangeait pas du tout. Ce serait parfait s'il devenait totalement végétarien pour ne pas dire herbivore, comme ça il passerait son temps à brouter et à déféquer. Des consommateurs parfaits !

Ces événements ne sont pas aussi anecdotiques qu'il paraît. Ils participent à un mouvement d'ensemble. À une tentative de remodelage, à outrance, de l'homme, qui doit pouvoir changer de forme pour se plier à la volonté du moment.

LES CONFLITS CONTRE LES AUTRES CENTRES DE POUVOIR PERMETTENT D'UNE CERTAINE FAÇON DE MAQUILLER CE HOLD-UP...

Tandis que les élections assurent une certaine forme de légitimité à l'Empire du bien, qui semble en réalité être aux mains d'une petite mafia, qui

n'est même pas gênée par la multiplication des affaires de corruption, même au sommet de l'Union Européenne et des États, la réalité, c'est que les Occidentaux sont tristes et désenchantés. Ils ne rêvent plus que de destruction, dans l'espoir de pouvoir vivre dans les décombres une véritable aventure humaine, et faire enfin des rencontres. On le voit dans les films qu'ils produisent. Ils ne réagissent plus en citoyens, mais en consommateurs apeurés, et esseulés. S'il y a une chose que le reste du monde peut apprendre à l'Occident, c'est qu'il n'y a pas que le développement économique et la rapine qui comptent, que la compétition ne devrait pas être l'élément central de nos sociétés, mais la coopération ; notamment pour nettoyer cette planète des ordures que nous y avons déversées, et permettre aux hommes, quels que soient leurs goûts, de contribuer à magnifier leur environnement. En tout cas, une chose est claire, il n'y a pas d'innocents, sauf les enfants, et **nous sommes tous responsables du monde que nous construisons ensemble, soit de façon active, soit en acceptant les compromissions ou en nous résignant.**

ET SI L'OCCIDENT, ET PARTICULIÈREMENT LA VIEILLE EUROPE, NE PEUT PAS VIVRE SANS LE RESTE DU MONDE, LE RESTE DU MONDE PEUT VIVRE SANS LUI.

La France en particulier ferait bien d'accepter ce monde multipolaire qui se met en place par l'émergence de nouveaux centres. C'est pour elle une question de survie, puisque dépourvue d'énergies fossiles et de métaux rares, il lui faudra bien nouer des relations étroites avec ses fournisseurs en vue de sécuriser ses voies d'approvisionnement. Une direction que manifestement elle ne prend pas avec son Roy de la République, Macron 1er, qui par sa suffisance et sa morgue ne cesse d'indisposer nos partenaires, qu'ils soient russes, chinois ou africains, en les insultant, bière à la main...

- Huissier de justice, Jean-François Tacheau est l'auteur d'une étude précoce sur les *Stratégies d'expansion du nouvel empire global* (éd. L'Age d'Homme)

NOTES

1. Le 4 mars 2022; le 28 mars 2022; le 19 octobre 2022.
2. Pour ceux qui veulent aller plus loin sur cette thématique : «Lettre ouverte d'un huissier de Justice à Michel Onfray»

Le magazine de l'Antipresse est un hebdomadaire de réflexion et de divertissement multiformats.

Conception, design et réalisation technique: INAT Sàrl, CP 202, 1950 Sion, Suisse.

Rédacteur en chef: Slobodan Despot. Direction stratégique: Yulia Baburina.

Abonnement: via le site ANTIPRESSE.NET.

N. B. — Les hyperliens sont actifs dans le document PDF.

It's not a balloon, it's an airship! (MONTY PYTHON)

Standards pour l'éducation sexuelle en Europe

Un cadre de référence pour les décideurs politiques, les autorités compétentes en matière d'éducation et



LA POIRE D'ANGOISSE par Ariane Bilheran

La face cachée du transhumanisme: le totalitarisme sexuel

EN PRÉVISION DU COLLOQUE QUI SERA CONSACRÉ LE 13 MAI PROCHAIN À LA DÉRIVE TOTALITAIRE VISANT LES ENFANTS, ARIANE BILHERAN NOUS LIVRE UNE RÉFLEXION PRÉOCCUPÉE ET URGENTE SUR LA SEXUALISATION MASSIVE DES ENFANTS VIA LES PROGRAMMES DE L'OMS ET LEUR DÉRIVES MASQUÉES PAR UNE RHÉTORIQUE DOUCEREUSE. QUELLES TRANSGRESSIONS FAUDRA-T-IL ENCORE SUBIR AVANT QUE LES SOCIÉTÉS COMPRENNENT L'ÉTENDUE DE CE VIOL EN BANDE ORGANISÉE?

«Une infirmière se leva comme ils entraient, et se mit au garde-à-vous devant le Directeur. — Quelle est la leçon, cet après-midi? demanda-t-il. — Nous avons fait du Sexe Élémentaire pendant les quarante premières minutes, répondit-elle. Mais maintenant, on a réglé l'appareil sur le cours élémentaire de Sentiment des Classes Sociales.»

Aldous Huxley, *Le meilleur des mondes*.

S'il est un livre que j'aurais souhaité ne jamais avoir eu à écrire, c'est bien *L'imposture des droits sexuels*. Les textes de l'OMS concernant les «droits sexuels» (sans parler de la partie «droits reproductifs») s'annoncent libertaires: jouir sans entrave, pour tous et en tous lieux, respecter les préférences sexuelles de chacun, même les plus biscornues, etc. Cette libération de la pulsion sexuelle se traduit ainsi: prosélytisme auprès des

enfants, promotion des pires déviances qui soient au mépris des victimes (moyennant un saupoudrage de micro-module sur le «consentement»), transgression banalisée, sinon normalisée, des enfants, par un monde adulte qui a manifestement perdu des repères essentiels. L'abstinence est évidemment «has been», de même que l'amour, les sentiments, autant de vieux meubles pour antiquaires nostalgiques. On se demande tout de même où est notre liberté lorsque cette OMS se donne tant de mal pour nous contraindre à jouir(1).

Actuellement, dans les écoles de France, en «grand déploiement»: le programme de sexualisation de l'OMS, au travers de séances dites d'«éducation à la sexualité»(2). Des parents et

des professionnels de l'enfance me contactent depuis plusieurs semaines, alarmés: dans des écoles élémentaires, des enseignants et des infirmiers, imbibés des consignes du ministère de la Santé en partenariat avec l'Éducation nationale, viennent parler sexualité à des enfants. Pour leur plus grand bien, cela va de soi. Examinons les témoignages d'enfants de CM2, transmis par un collectif de «parents en colère»:

- «Pour le plaisir, les filles sucent le pénis des garçons.»
- «Les garçons sucent le vagin, mais peuvent avaler quelque chose.»
- «Pour le plaisir, les filles peuvent caresser les testicules du garçon.»
- «On peut faire le sexe dans les fesses.»(3)

Les collègues reçoivent des enfants traumatisés, dont certains sont ravagés d'anxiété, perdent le sommeil et l'appétit, et dégringolent au niveau des apprentissages: troubles de l'attention, problèmes orthophoniques, phobie scolaire, etc.

LA TRAGÉDIE EN COURS EST À COMPRENDRE SOUS L'ANGLE DE LA DÉRIVE TOTALITAIRE QUI FRAPPE DE PLEIN FOUET NOTRE SOCIÉTÉ DEPUIS 2020.

Le programme était déjà bien ficelé dans les coulisses, d'où le sous-titre dérangeant de mon livre en 2017: «ou la loi du pédophile au service du totalitarisme mondial». Car soyons clairs: non, il ne s'agit pas d'une mauvaise interprétation des textes de l'OMS, qui serait appliquée dans les écoles, mais bien **de la pleine expression de leur contenu.**

Les totalitarismes s'en prennent toujours à la jeunesse et en particulier aux enfants. Les enfants sont une cible de choix. J'ai décortiqué les textes

promus par l'OMS, virgule après virgule, et croyez-moi: ce ne fut pas une partie de plaisir durant des mois. Plutôt, une longue plongée dans les égouts nauséabonds de ces textes en anglais, en espagnol, en français, et dans leur version intégrale (les versions édulcorées étant une sorte de poudre de perlimpinpin, où vous ne pouvez qu'adhérer aux idéaux munificents qui y sont brandis).

Pour l'OMS, les individus auraient des droits à la sexualité (à la jouissance), qui ne sauraient être réprimés. Ces droits commenceraient dès la naissance («0 an»), et il conviendrait que des adultes «partenaires» enseignent la sexualité aux enfants. Le document programmatique pour l'Europe s'intitule *Les Standards pour l'éducation sexuelle en Europe*(4), avec une «matrice» d'enseignements selon les âges.

Afin que chacun entende ce dont il s'agit, le Dr Régis Brunod, pédiatre et pédopsychiatre, ancien chef de clinique dans les deux disciplines à la Faculté de Médecine de Paris, ancien Privat Docent — Maître d'enseignement et de recherche à l'Université de Lausanne, résume ainsi mon labeur:

«Ces textes sont l'expression de groupes de pression (“lobbies”) et n'ont jamais fait l'objet d'une consultation démocratique dans aucun pays, la plupart des habitants ignorant même jusqu'à leur existence. **Ils ne reposent sur aucune étude scientifique digne de ce nom et se justifient de leur propre chef en se réclamant de grands principes moraux dont les termes sont pervertis.** C'est cette perversion de la langue que l'auteur débusque patiemment derrière

chacun des mots utilisés dans ces textes rédigés dans une “*novlangue*” comparable à celle utilisée par George Orwell dans 1984. La confusion engendrée par cette rédaction permet de faire croire au lecteur que les enfants ne sont que des adultes en miniature qui auraient les mêmes “droits sexuels” que les plus grands, sans avoir à tenir compte de leur âge ni de leurs parents. Ces droits sont présentés comme une protection de l'enfant sous couvert d'une éducation précoce à la sexualité **alors qu'ils ne tiennent aucun compte des réalités de son développement ni du caractère traumatique de l'intrusion de ce monde des adultes dans celui de l'enfance. Cet argument ressemble en tout point au discours que certains pédophiles utilisent pour justifier leurs actes.** Et c'est bien le sens des mots, en lui-même, qui est perverti au point de transformer la pensée de celui qui les lit. Ariane Bilheran utilise l'image de gouttes d'arsenic versées dans le petit lait du discours. C'est ainsi que l'on a convaincu la plupart des gens qu'on pouvait “changer de sexe”, ce qui en fait est totalement impossible. Le sexe d'un individu est déterminé par l'un des deux chromosomes sexuels (X ou Y) présents dans chacune des milliards de cellules qui forment son corps. [...] Une autre perversion de la pensée qu'Ariane Bilheran démasque dans ces textes est celle qui voudrait nous faire croire que la sexualité ne serait qu'un jeu, un comportement détaché de tout affect en dehors du plaisir ressenti au cours de celui-ci. **C'est exactement la stratégie qu'utilisent les pédophiles s'attaquant aux jeunes enfants: des jeux ou des câlins du registre de l'enfance pour arriver à leurs fins d'adultes de façon anodine. Même chez les adultes, les professionnels**

de la santé psychique sont confrontés quotidiennement aux dégâts affectifs et aux conséquences de ces soi-disant “activités sexuelles sans implications”, en particulier chez les femmes. On est là dans *Le Meilleur des mondes* d'Aldous Huxley, un monde déshumanisé et tragique.”

J'AI FORMULÉ L'HYPOTHÈSE DE FILIATIONS ACTUELLES, HISTORIQUES ET CONCEPTUELLES, AVEC LE NAZISME(5).

Ces filiations directes existent très clairement dans les «droits sexuels» des enfants, et pour cela, il faut remonter à l'œuvre de Judith Reisman, professeur des Universités, Américaine juive, dont la famille avait été exterminée durant la Shoah(6). Judith Reisman, peu avant sa mort, avait relevé les liens entre l'OMS, Rockefeller et le nazisme:

«Mes recherches ont démontré également que la promotion de la fausse science de Kinsey était en rapport direct avec l'augmentation de la consommation de pornographie et l'extension de celle-ci, phénomène contribuant largement à la multiplication des viols et des abus sexuels d'enfants, ainsi qu'à la croissance de l'industrie constituée par le trafic sexuel d'enfants. Cette thèse a attiré l'attention du Département de la justice (DOJ), qui m'a confié la direction d'une *task force* (groupe de travail) chargée de réunir des preuves en collaboration avec le FBI. Or, juste avant qu'elle n'ait commencé à travailler, notre *task force* a été dissoute sans explication. J'ai ensuite été soumise à trois enquêtes hostiles du Congrès et à un barrage d'insultes médiatiques, visant là encore à discréditer la porteuse d'un message suprêmement désagréable à l'industrie de la pornographie de même qu'à l'institution scolaire. Un

journaliste d'investigation a signalé par la suite que la majeure partie de cette campagne de diffamation avait été ordonnée et payée par *Playboy*(7) et *Penthouse* (pour un coût de plus de cinquante mille dollars par mois sur deux ans). L'intérêt qu'ils ont à voir supprimer une menace pour leur vaste empire en pleine expansion est une chose qui va de soi.»(8)

NOUS DEVONS COMPRENDRE QUE CETTE SEXUALISATION PRÉCOCE DES ENFANTS, COMPRENANT DES MUTILATIONS SEXUELLES SUR LES ENFANTS, EST THÉORISÉE DE LONGUE DATE, ET FAIT PARTIE D'UN PLAN INTENTIONNEL, QUI RECOUVRE D'AILLEURS UNE CARTOGRAPHIE PARFOIS IDENTIQUE À CELLE DES ACTEURS DU THÉÂTRE PANDÉMIQUE.

Nous avons affaire à du grand art en manipulation des esprits, **car ces programmes connaissent parfaitement bien le psychisme des enfants pour préconiser de faire exactement l'inverse de ce qu'il faudrait faire à tel ou tel âge.** L'enfer étant pavé de bonnes intentions, on ne s'embarrasse plus de paradoxes: pour empêcher les petits garçons de violer les filles dans le futur, détaillons-leur très tôt ce qu'est un viol; pour les protéger de la pornographie, enseignons-leur la pornographie(9), etc. En résumé: pour protéger les enfants des abus, abusons-les! L'OMS pratique l'ingérence dans les affaires internes des peuples, en violant leurs Constitutions, en outrepassant les lois des États et en contrevenant aux connaissances psychologiques quant au développement psychique de l'enfant. Qu'à cela ne tienne, toutes ces vieilleries empêchant les pervers de transgresser seront réécrites! Et les grands travaux de la psychologie de l'enfance jetés au bûcher,

car ils entravent nos libertés du «jouir sans entrave»...

Après l'épisode de répression politique vécu au nom de l'OMS depuis 2020, la population est peut-être désormais prête à entendre que tout ce qui émane de cette organisation n'est pas bon à prendre... Ma stupeur en 2017 fut d'être confrontée aux mensonges des médias de masse et au déni de nombreux professionnels de l'enfance. Heureusement, les lignes bougent, et certains me rappellent pour me dire tout simplement: «Tu avais raison.» Les psychologues ne sont pas des pansements magiques pour colmater des traumatismes lorsque des États vont trop loin dans ce qu'ils infligent à leurs sujets. Les psychologues ne pourront pas, quel que soit leur degré d'excellence, rendre l'enfant à l'identique à ses parents, après ces séances collectives d'intrusion traumatique. Le traumatisme n'est pas un petit bobo: il faut cesser de toute urgence ces expérimentations perverses de masse sur les enfants.

Nous avons été plusieurs psychologues et psychiatres à alerter. Nos sources sont les textes officiels soutenus et promus par l'OMS. Nous ne sommes ni négationnistes, ni antisémites, ni homophobes, ni d'extrême droite, ni d'autre étiquette destinée à museler nos avertissements quant à la gravité de ces intrusions traumatiques. **Notre posture est professionnelle**, en faveur de la protection psychique des enfants dans leur développement psychique. **Notre posture est politique**, en ce sens que nous dénonçons cette dérive totalitaire qui entend transgresser les enfants dès le plus jeune âge au nom de suppo-

sés «droits», et réduire la citoyenneté politique à une «citoyenneté sexuelle». **Notre posture est émancipatrice**, dans la mesure où nous militons pour que les adultes puissent vivre, selon leur libre arbitre, une sexualité épanouie, ce qui suppose de ne pas la décorrélér des autres pans de l'être, et de ne pas créer des traumatismes précoces indélébiles.

Le sujet dérange, car il est question de notre intimité, de notre sexualité. Alors, tout le monde se tait, arborant une mine gênée. Or, une dérive totalitaire ne peut se déployer que sur nos complicités silencieuses. Il est temps que la clameur des protecteurs de l'enfance se lève contre ces programmes délétères, qui sont un pion majeur sur l'échiquier de la dérive totalitaire sur les enfants, sujet qui fera l'objet d'un colloque inédit le 13 mai 2023 à Paris, où nous espérons vous rencontrer, chers lecteurs de *L'Antipresse*.

POST-SCRIPTUM

En bonus, le sophisme des «droits sexuels»:

«Les droits sexuels sont des droits humains liés à la sexualité. L'IPPF(10) affirme que les droits sexuels sont des droits humains.»

Sophisme des «droits sexuels»:

«Les droits de tous (adultes comme enfants), sont des droits humains
Les droits sexuels sont des droits humains
Les droits sexuels sont les droits de tous (adultes et enfants).»

Quelle est exactement la proposition logique ici, concernant les «droits sexuels»?

«X est Y
Z est Y
Donc Z est X.»

Prenons le raisonnement en substituant les termes de l'équation, pour mieux voir la falsification qu'il contient:

«Une pomme (X) est un fruit (Y)
Une banane (Z) est un fruit (Y)
Donc une banane (Z) est une pomme (X).»

Ici, le sophisme s'appuie sur la confusion que l'appartenance au même groupe peut créer des attributs communs. **Or, précisément, même si l'enfant et l'adulte sont tous deux des êtres humains, et même si ces deux catégories ont des droits, il ne s'agit pas du tout des mêmes droits. On retrouve le même sophisme dans *Les Standards pour l'éducation sexuelle en Europe*:**

«La sexualité des enfants est beaucoup plus large que celle de l'adulte moyen. Elle peut être considérée comme un aspect du développement de la sensibilité qui fait partie, elle, du développement psychologique, social et biologique de tout individu.»

Rassurant, non?

POUR APPROFONDIR LE SUJET

QUELQUES LIVRES

- * Bilheran, A. 2022, *L'imposture des droits sexuels. Ou la loi du pédophile au service du totalitarisme mondial*, Bookelis, 5e éd.
- * Bilheran, A., Lafargue, A. 2021, *Psychopathologie de la pédophilie*, Dunod, 2e éd.
- * Brunod, R. 2020, *Préserver l'innocence des enfants*, Le Bien commun.

QUELQUES ARTICLES

- ✱ [À l'origine des concepts de «droits sexuels» et d'éducation sexuelle](#)
- ✱ [Quand l'éducation sexuelle et les droits sexuels zappent la protection des mineurs](#)
- ✱ [Alfred Kinsey et l'agenda pédophile: les prémisses de l'éducation sexuelle](#)
- ✱ [Alfred Kinsey, le scientifique des viols d'enfants](#)
- ✱ [Grande offensive mondiale de sexualisation des enfants dans les écoles](#)

UN ENTRETIEN

- ✱ [«Ce président n'en a plus rien à faire du peuple français», France-Soir, 22.3.2023.](#)

...ET UN COLLOQUE

- ✱ Rejoignez-nous à ce colloque d'experts de la Psychologie et du Droit: [«La dérive totalitaire sur les enfants»](#), Paris, le 13 mai 2023.

NOTES

1. Les enfants peuvent «s'amuser», sur la suggestion de leurs manuels scolaires en France, à réaliser des origamis sur des pénétrations orales, vaginales, anales, mais on est

loin de l'imaginaire du Kamasutra: <https://www.onsexprime.fr/Plaisir/Les-pratiques-sexuelles/Les-pratiques-sexuelles>

2. J'ai, à maintes reprises, pointé ce paradoxe de prétendre «éduquer» à «une pulsion». Même Freud avait été très clair sur le sujet! Cf. mes éclaircissements à ce sujet dans une [entrevue de 2020 à RCF.](#)

3. [Alerte #Signalement](#)

4. [Standards pour l'éducation sexuelle en Europe](#), OMS. La version française a été élaborée en 2013 à Lausanne en Suisse.

5. Bilheran, A. 2022, *L'Internationale nazie*, Bookelis.

6. Cf. un entretien que m'avait accordé Judith Reisman en 2017, découpé en treize parties, disponible sur les liens: <https://youtu.be/BySB8RHnkMA> et suivants.

7. Je rappelle que Judith Reisman a gagné son procès contre *Playboy* pour diffusion de 6000 images pédopornographiques.

8. «Article «Kinsey, Rockefeller & MK Ultra : Instruments du Nouvel ordre Mondial».

9. «Il faudrait peut-être leur dire: “tu as vu la sodomie sur *Pornhub*, allez, on regarde la sodomie tous ensemble”. Ils [les enfants de l'âge de 5-6 ans...] la regardent de toute façon», [dixit Karl Zéro](#) le 2 décembre 2020 chez Pascal Praud.

10. Planning familial international, subventionné par la fondation Bill & Melinda Gates, et source «scientifique» de l'OMS.

Pain de méninges

GORGEZ-LES DE FAITS!

La paix, Montag! Proposez des concours que l'on remporte en se souvenant des paroles de quelque chanson populaire, du nom de la capitale de tel État ou de la quantité de maïs récoltée dans l'Iowa l'année dernière. Bourrez les gens de données incombustibles, gorgez-les de «faits», qu'ils se sentent gavés mais absolument «incollables» côté information. Ils auront alors l'impression de penser, ils auront le sentiment du mouvement tout en faisant du sur place. Et ils seront heureux parce que les faits de ce genre ne changent pas. Ne les engagez pas sur des terrains glissants comme la philosophie ou la sociologie qui relie les choses entre elles. Ça mène tout droit à la mélancolie.

— Ray Bradbury, *Fahrenheit 451* (trad. SD)

TURBULENCES

MARQUE-PAGES · La semaine du 19 au 25 mars 2023

LES INCONTOURNABLES DE LA SEMAINE SÉLECTIONNÉS PAR SLOBODAN DESPOT

Divine surprise. Le *New York Times* n'en revient pas: la difficulté d'approvisionnement en armes de l'Ukraine a mis en évidence des lacunes colossales dans la production industrielle américaine. Tout est en déficit, «des missiles jusqu'aux roulements à billes». Au point qu'un amiral a fait sa crise face aux fournisseurs: «Regardez-moi. Je ne pardonne pas le fait que vous ne livriez pas les munitions dont nous avons besoin. Compris?» A qui la faute si l'élite financière US a trouvé plus juteux de délocaliser toute la production industrielle... en Chine?

Défrichage. Les Suisses et le reste du monde sont encore hébétés par la chute et le sauvetage précipité du Crédit Suisse. Nous commençons à peine à explorer ce trou noir et nous allons sans aucun doute y consacrer quelques textes. Pour aiguillonner la réflexion, nous ouvrons à nos lecteurs le carnet de notes du Club de l'Antipresse où figurent quelques échanges de vues originaux avec Vincent Baud et Marc Mayor, le patron d'InsideAlpha.

Déshumanité. Cela ne se voyait jamais auparavant, des adolescents pris de malaise cardiaque. Mais cela se voit désormais, c'est même devenu ordinaire. Ainsi dans ce lycée de Lille, pendant l'épreuve de bac. Un garçon s'effondre. Et que font les pions? Ils interdisent de bouger, sous peine d'annuler vos examens. *Interdit de compatir!* Les élèves ont bougé quand même, malgré ces robots. Mais c'était trop tard. Le garçon de 17 ans est mort. Lisez

ce témoignage tout droit sorti d'un enfer totalitaire:

«Il y avait huit adultes dans la salle, aucun ne bougeait. Les élèves se levaient pour aller voir ce qu'il avait, on leur criait dessus, on leur disait de se rasseoir, de continuer le bac. Un adulte continuait à passer dans les rangs pour faire signer la feuille de présence, alors qu'il était toujours par terre. Il ne parlait plus, commençait à devenir bleu. Une élève s'est levée quand même et l'a mis en PLS. Nous, on disait qu'il fallait appeler les secours. Ils nous ont laissés 20 minutes avec lui, sans le toucher, sans pouvoir l'aider.»

Cela ressemble à une scène rejetée de *The Wall* de Pink Floyd. Rejetée pour violence et pour invraisemblance...

Honoris Greta. Nous avons d'abord cru à un canular, mais non. C'est officiellement confirmé: l'université de Helsinki décerne un doctorat *honoris causa* à Greta Thunberg. On espérait déjà qu'elle passe son bac, or voici que Fifi Brindacier est déjà docteure. Et dans quelle discipline? Climatologie? Relations publiques? Art dramatique? Pas du tout: en *théologie!* C'est vrai qu'elle a élevé une superstition scientifique au rang de religion. (PS. — L'université de Lausanne devrait pouvoir lui offrir mieux. Elle a une longue expérience de la lèche, elle qui a délivré un *honoris causa* à M. Mussolini.)

Artisans. Vous en avez assez de vous faire rebattre les oreilles avec la promotion des femmes dans des métiers de machos? Ce reportage sur quatre compagnons du Devoir vous apaisera peut-être. À moins que le secret réside dans la beauté et la solidité des vrais métiers...

PHOTOBIOGRAPHIE PAR SLOBODAN DESPOT



Monsieur Lemmy. Ardon, 23 janvier 2023.

Je me penche sous ma chaise, attiré par un aimant invisible, et je croise ce regard noir d'onyx, bienveillant, profond et patient, porteur d'une attente infinie et rassasié, peut-être, par son attente même. Et je rends grâce de la thaumaturgique présence des bêtes...

/Fuji X100F/